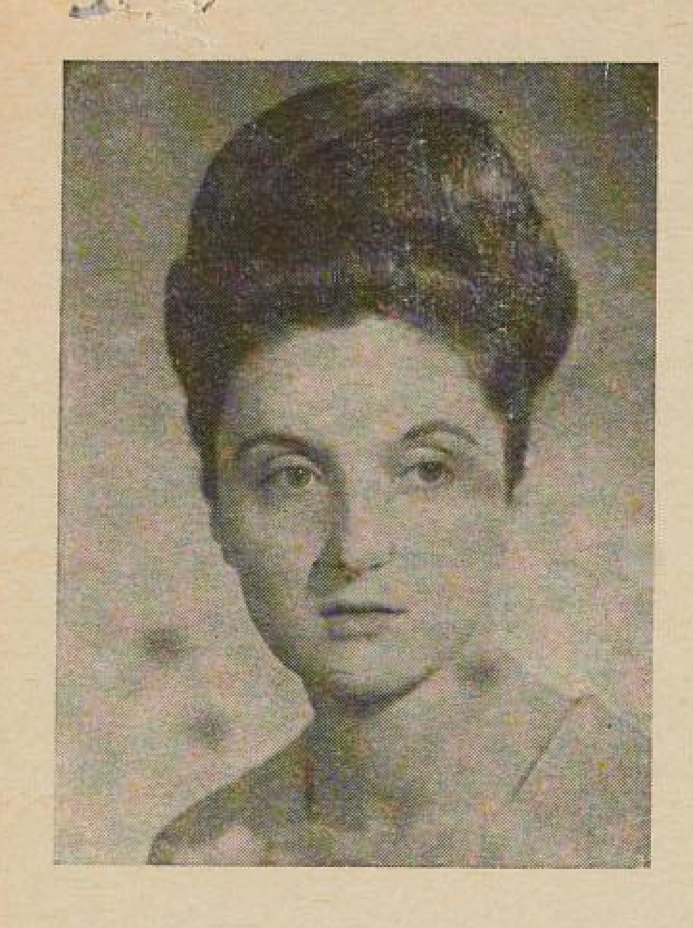


Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs,

Après 10 ans de pouvoir absolu, le pouvoir gaulliste se termine par un bilan de faillite : il a commis la faute capitale pour tout gouvernement, il n'a pas su prévoir.

La France est isolée, son économie et son Université sont désorganisées, le plan est abandonné, le franc est menacé ; si la politique actuelle est maintenue, l'inflation et la dévaluation sont certaines, la hausse des prix dépassera la hausse des salaires et les travailleurs auront perdu les avantages durement acquis ; enfin, le pouvoir gaul- pouvoir gaulliste dresse les Français les uns contre les autres.

Alors tout recommencera et tout s'aggravera à moins que la politique de la France ne soit profondément modifiée.

L'alternative n'est pas le communisme qui ne peut disposer de la majorité en France, c'est un **gouvernement de gauche dirigé et animé par la F.G.D.S. ; son gouvernement sera celui de l'ordre** car seul il peut garantir aux travailleurs une juste part du revenu national et éviter ainsi la révolte sociale.

Que fera-t-il demain ? Tout d'abord le bilan des dommages causés par le gaullisme ; ensuite, il faudra reconstruire.

Sur le plan **économique,** l'inflation et la dévaluation peuvent être évitées en renonçant à une arme atomique nationale dont le coût dépasse nos possibilités; les réformes de structure : création d'une banque nationale d'investissement; contrôle de certains secteurs-clefs de l'économie, ce qui permettra de relancer l'économie ; celle-ci ne sera plus technocratiquement imposée, mais sera **concertée** avec la participation de tous (travailleurs, paysans, cadres, entrepreneurs, etc.) ; son expansion facilitera les garanties **juridiques** qu'il faut donner à l'emploi.

Sur le plan **social,** seul un gouvernement de gauche peut garantir les avantages difficilement obtenus ; la F.G.D.S. propose aussi la fixation à 600 F du salaire minimum (sur la base des 40 heures) ; le retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaire ; l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale ; le rétablissement de la mutualité dans ses droits ; la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise ; l'aménagement des horaires de travail pour les mères de famille ; le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; le respect de la parole donnée aux anciens combattants des deux guerres comme de l'Algérie ; un plan de construction assurant 600.000 logements par an avec priorité pour le logement social en particulier pour les jeunes ménages.

Sur le plan **agricole,** la F.G.D.S. assurera une juste rémunération du travail paysan par une politique appropriée des prix, la planification des objectifs, la modernisation des structures, l'aide à l'équipement, l'allègement des charges d'exploitation, le développement de la coopération, l'amélioration de la situation juridique des exploitants, particulièrement des fermiers.

Sur le plan **fiscal,** la F.G.D.S. mettra fin aux privilèges accordés par le régime gaulliste aux grandes sociétés et aux spéculateurs ; elle taxera les gains en plus-value de capital (comme cela se fait dans bien des pays étrangers) ; elle luttera contre la **fraude fiscale ;** en contrepartie, elle exonerera les revenus inférieurs à 6.000 F et réaménagera le barème de l'impôt sur le revenu ; enfin, elle simplifiera la procédure de la T.V.A. notamment en faveur du commerce et de l'artisanat.

Sur le plan **international,** la F.G.D.S rejette tout chauvinisme périmé ; elle veut, au contraire, accentuer la solidarité des peuples, de l'Ouest comme de l'Est ; c'est dans cet esprit de compréhension et en vue de la disparition des blocs militaires que la F.G.D.S. met son espoir dans l'**Unité Européenne ;** seule une Europe unie et économiquement puissante peut relever le défi américain, agir efficacement pour le rétablissement de la paix au Viet-Nam comme au Moyen-Orient, jeter les fondements de la coexistence pacifique et du désarmement internationalement contrôlé.

Une politique de cette envergure exige la **réconciliation nationale et populaire,** la F.G.D.S y convie tous les Français. Cela exige l'objectivité de l'O.R.T.F., la liberté de la presse, la participation de chacun aux décisions qui le concernent. Or, cette participation, le gaullisme qui est essentiellement un pouvoir personnel ne peut l'apporter.

Electrices, Electeurs,

votre choix est grave ; notre pays a souffert d'une dure crise ; il peut souffrir encore et beaucoup plus : **les mêmes causes produisant les mêmes effets,** si le pouvoir gaulliste est maintenu, le pays connaîtra une crise encore plus grave que celle des jours passés.

Un changement est nécessaire ; il doit se faire dans le sens de la **jeunesse** ; le pouvoir gaulliste n'a pas compris la jeunesse, il n'a rien fait pour elle, il n'a pas su donner à l'enseignement les moyens nécessaires, il n'a pas su ouvrir et adapter l'Université ; il ne garantit ni emploi ni logement.

Tout cela doit être fait, maintenant, mais **avec la jeunesse.** Assurez sa présence au Parlement de demain : permettez le dialogue des générations.

Monique LUCHAIRE

Licenciée en Droit

CANDIDAT

Fernand Gérôme

Directeur d'Ecole

Conseiller Municipal de Vernon

SUPPLÉANT

de la

F. G. D. S.

Soutenus par

G. AZÉMIA,
Maire et Conseiller Général de Vernon

L. DUGUAY,
Maire de Fains, Cons. Gén. de Pacy

A. FORCINAL,
Cons. Munic. et Cons. Gén. de Gisors

Vu : les Candidats

IMP. LEQUESNE VERNON